

La fécondité en Europe : quelle influence de la politique familiale ?

Les différences de niveaux de fécondité selon les pays de l'Union européenne sont considérables : entre 1,23 enfant par femme et 2,05 selon Eurostat. Comment expliquer un écart aussi important, de 40 %, dans des pays qui appartiennent au même ensemble régional ? Faut-il n'y voir que le résultat d'attitudes culturelles différentes dans l'accueil de l'enfant ? Le montant des prestations famille et enfant selon les pays exerce-t-il un rôle dans le choix du nombre d'enfants des familles ?

par Gérard-François Dumont



Une étude d'Eurostat¹ indique le pourcentage des pensions de vieillesse, des prestations de maladie, de chômage, de celles liées au logement et à l'exclusion sociale, ainsi que des prestations famille et enfant dans les prestations sociales totales pour chaque pays de l'Union européenne. Cette étude indique aussi le total des prestations sociales dans chaque pays, en le corrigeant par un standard de pouvoir d'achat pour pouvoir effectuer des comparaisons. Il est donc possible, pour chaque pays de l'Union européenne, d'indiquer les dépenses par habitant pour la fonction famille et enfance et de la comparer avec la fécondité de chaque pays.

Cette comparaison permet de distinguer quatre types de pays.

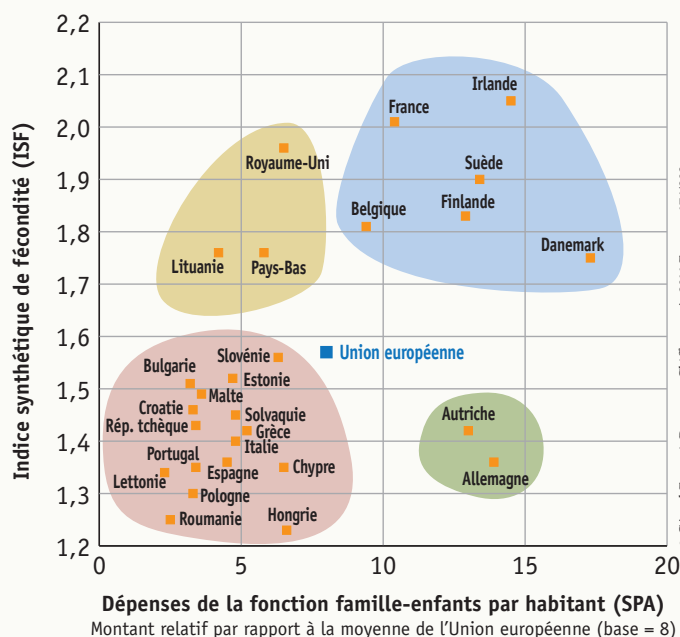
- ◆ Six pays ont à la fois une fécondité nettement supérieure à la moyenne de l'Union européenne (1,57 enfant par femme) et également des budgets de prestations familiales supérieurs. Il s'agit de quatre pays d'Europe septentrionale (Danemark, Finlande, Irlande et Suède) et de deux pays d'Europe occidentale (Belgique, France).
- ◆ À l'inverse, seize pays (Bulgarie, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Malte, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie) comptent une fécondité inférieure et même très inférieure à la moyenne pour certains d'entre eux. Ces seize pays comptent également des budgets de prestations familiales nettement inférieurs à la moyenne de l'Union européenne.

Pour les trois quarts des pays de l'Union européenne², la corrélation est donc incontestable : les pays qui consacrent davantage aux prestations familiales ont la fécondité la plus élevée. En revanche, ceux qui ont une politique familiale fort réduite comptent une très faible fécondité.

Toutefois, la corrélation n'est pas validée pour deux types de pays.

- ◆ D'abord l'Allemagne et l'Autriche ont des budgets de prestations familiales supérieurs à la moyenne européenne, mais une fécondité inférieure. Leurs choix budgétaires effectués, comme les allocations familiales dès le premier enfant en Allemagne, ne semblent pas optimisés, tandis que d'autres éléments, de nature culturelle, concourent à une fécondité affaiblie.
- ◆ Enfin, trois pays (Pays-Bas, Royaume-Uni et Lituanie) ont une fécondité supérieure à la moyenne de l'Union en dépit d'un budget de prestations familiales inférieur à la moyenne³. Mais la répartition de leur budget est sans doute plus efficiente et la fécondité plus élevée dans certaines catégories de la population. Parmi ces quatre, il est difficile de se prononcer sur la Lituanie, car le chiffre de fécondité de 2011 semble exceptionnel par rapport aux années précédentes.

LES PRESTATIONS FAMILIALES ET LA FÉCONDITÉ
DANS LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE



Au total, on ne peut nier que les budgets des prestations familiales ne sont pas neutres, puisqu'ils concourent à expliquer les niveaux de fécondité différenciés des pays européens. Enfin, un autre élément conduit à confirmer la corrélation entre fécondité et politique familiale : le fait est qu'elle ait pu être déjà constatée dans les années précédentes⁴.

1. Eurostat, 174-2013, 21 novembre 2013.

2. Le Luxembourg est exclu de l'analyse compte tenu d'un système économique très spécifique.

3. Ce pourcentage relativement faible peut aussi provenir de la façon dont il est calculé, en dépit des efforts conduits pour harmoniser les méthodes statistiques.

4. Cf. Dumont, Gérard-François, « Politique familiale et fécondité en Europe », *Population & Avenir*, n° 681, janvier-février 2007.